



## EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Aménagement et Urbanisme

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	56

Objet de la  
délibération:

**Assiette foncière du  
Pole Culturel  
Chabran :  
ajustements**

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

### PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

### REPRÉSENTÉ(S) :

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

### ABSENT(S) :

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 23 AVR. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 23 AVR. 2015

Le Pôle Culturel Chabran est édifié sur les parcelles nouvellement cadastrées à Draguignan AE 368, AE 372, AE 374 et AE 375, soit sur une emprise foncière de 9 045 m<sup>2</sup>.

La construction de cet équipement est aujourd'hui achevée. Toutefois, la réalisation de la ZAC Chabran ainsi que la construction du Pôle Culturel et l'aménagement de ses espaces extérieurs nécessite des régularisations foncières préalables et nécessaires à la division en volumes à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et le Conseil départemental du Var.

En effet, il a été décidé d'organiser cet ensemble immobilier complexe en deux volumes, l'un relevant de la compétence de la CAD concernant principalement la médiathèque et le conservatoire de musique et l'autre relevant de la compétence du Conseil départemental concernant principalement les archives départementales et le logement de fonction. La CAD doit donc être titulaire de l'ensemble des actes de propriété de l'assiette foncière du Pôle Culturel et de ses espaces extérieurs avant de pouvoir signer l'acte de division en volumes.

Les régularisations concernent les trois parcelles suivantes (Cf. plan joint) :

- La parcelle AE 372, d'une superficie de 42m<sup>2</sup>, appartenant à l'origine à la SAIEM, comportant une partie d'espaces verts et une partie d'escaliers d'accès piéton au pôle culturel (Nord Est du pôle culturel),
- La parcelle AE 374, d'une superficie de 56m<sup>2</sup>, appartenant à l'origine à la SAIEM, comportant en partie un muret de soutènement et une partie d'escaliers d'accès piéton au pôle culturel (Sud du pôle culturel côté parc Chabran),
- La parcelle AE 375, d'une superficie de 78m<sup>2</sup>, dépendant du domaine public de la voirie de la commune de Draguignan, comportant espaces verts et accès au pôle.

Pour mémoire, il est rappelé que par délibération du Conseil d'agglomération du 26 juin 2014 clôturant la Convention Publique d'Aménagement entre la CAD et la SAIEM, la CAD est redevenue propriétaire de l'ensemble des fonciers de la ZAC Chabran à vocation d'espaces publics. Néanmoins pour l'heure, la CAD n'est pas titulaire des actes de propriétés. Il convient donc de régulariser ces emprises foncières sur les parcelles AE 372 et AE 374.

En outre, la commune de Draguignan a validé le principe de la cession foncière à la CAD de la parcelle AE 375 par délibération du 20 février 2014 (n°2014-006). La CAD doit donc désormais acter de la reprise de ce foncier.

Il est enfin précisé que d'autres régularisations foncières seront à venir pour clôturer définitivement la ZAC.

Par conséquent, vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme du 18 mars 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération :

- D'acter, conformément à la délibération de clôture de la Convention Publique d'Aménagement, de la reprise du foncier et d'exercer une reprise des parcelles susvisées AE 372 et AE 374 au profit de la CAD, ce droit de reprise s'exerçant à titre gratuit,
- D'approuver la cession à l'Euro symbolique de la parcelle AE 375 susvisée au profit de la CAD,
- De dire que les actes authentiques seront en la forme administrative et d'autoriser pour ce faire Monsieur le Président à authentifier ces actes et Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président à représenter la CAD,
- De dire que la rédaction de ces actes pourra être confiée à un cabinet foncier ou revêtir la forme d'un acte notarié,
- D'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président à signer tout document lié à

cette affaire,

- De dire que les frais liés à ces opérations sont à la charge de la CAD.

1 ne souhaite(nt) pas participer :

MARCEL Frédéric

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.